



Groupe parlementaire interpartis sur la
région des Grands lacs

Vers les élections, et plus loin encore:

Rapport de la visite du groupe parlementaire interpartis
APPG en République démocratique du Congo

7 Décembre 2004

Le Groupe parlementaire interpartis sur la Région des Grands lacs et la Prévention du génocide

Le Groupe parlementaire interpartis sur la Région des Grands lacs et la Prévention du génocide (APPG) est formé de 148 personnes, députés et pairs des deux chambres du Parlement britannique. Le groupe fut fondé par sa Présidente actuelle, la députée parlementaire Oona KING suite à une visite au Rwanda par le Comité spécial sur le Développement International en 1998. Aujourd'hui, le Groupe APPG est le principal forum au sein du parlement britannique de discussion et d'analyse critique des questions affectant la région africaine des Grands lacs.

Administrateurs

Oona King MP (Présidente)
Anne McKechin MP (Vice-présidente)
Andrew Robathan MP (Vice-président)
Julia Drown MP (Sec.)
Tom Brake MP (Sec.)
Eric Joyce MP (Trés.)

Publications

Une série complète regroupant l'ensemble des publications de l'APPG y compris ses rapports, breffages et documents de travail est disponible en ligne sur www.appggreatlakes.org. Des copies papier sont également disponibles sur demande.

Personnel de l'APPG

Le Coordinateur et Directeur de la politique auprès de l'APPG est M. Mark Pallis. L'APPG fait également appel à un réseau de Chercheurs associés.

Contacts

Adresser toute correspondance à: Oona King MP, APPG Great Lakes Region and Genocide Prevention, House of Commons, Londres, SW1A 0AA, Royaume-Uni. Téléphone: +44 207 219 1165. L'adresse du Groupe pour le courriel est la suivante: pallism@parliament.uk et son site Web est consultable sur www.appggreatlakes.org

Remerciements

L'APPG tient à remercier l'Ambassade de Grande-Bretagne à Kinshasa et notamment l'Ambassadeur M. Andy Sparks, ainsi que Mme Josephine Gauld. L'APPG aimerait aussi remercier la Rainforest Foundation, qui a bien voulu parrainer le stage Kinshasa-Yakata de la visite.

1. Les objectifs de la visite

En se déplaçant en République démocratique du Congo les membres du Groupe parlementaire interpartis sur la Région des Grands Lacs et la Prévention du Génocide (APPG) avaient trois objectifs en vue:

- d'obtenir une meilleure appréciation des défis auxquels font face les institutions du Gouvernement transitionnel;
- d'accorder un suivi aux questions identifiées dans le Rapport de l'APPG sur les flux de petites armes dans la zone Est de la RDC contrairement à l'embargo de l'ONU sur les armes;
- De mieux apprécier le quotidien des habitants des communautés rurales et notamment, de ceux dont la survie dépend de la forêt pluviale.

2. Note de synthèse

En République démocratique du Congo aujourd'hui les regards de tous portent sur les élections. Afin de respecter le calendrier agréé, des progrès doivent pouvoir se constater au niveau de la démobilisation et de l'intégration de l'armée, la RDC devrait contrôler l'ensemble de son territoire, et une décision doit être prise quant au système électoral à introduire. Ces éléments doivent intervenir dès à présent.

La formation en régime accéléré de deux brigades de troupes intégrées est souhaitable. Cette possibilité permettrait d'illustrer l'intégration en action, aussi offre-t-elle à la RDC une occasion positive de rétablir le contrôle sur certaines parties de son propre territoire.

Plus difficile sera la décision quant au choix de système électoral à inaugurer. L'APPG est prêt à offrir ses conseils et son aide à la RDC. Le Groupe espère que la décision tiendra compte des questions d'équité (c-à-d. que le nombre de sièges dans les circonscriptions restera généralement proportionnel au nombre de voix exprimées), qu'il subsistera un lien avec les circonscriptions, que les femmes et qu'une vaste gamme d'intérêts politiques seront représentées, et que le processus aura pour résultat un système efficace. Évidemment il est essentiel que le système électoral retenu tienne compte également du puissant désir de toutes les parties d'éviter à tout prix un renouveau du conflit.

L'embargo de l'ONU sur les armes continue de jouer un rôle primordial pour empêcher le renouveau du conflit en RDC. L'appui des états dans la région et au niveau international demeure un facteur critique majeur quand il s'agit de garantir la solidité de l'embargo. Des liens positifs se créent actuellement entre le Groupe d'experts de l'ONU sur les armes et la MONUC et ces liens devraient aboutir à des canaux d'information plus concrets. Une fois formés, les observateurs de la MONUC seront en mesure d'offrir au Groupe d'expert de l'ONU sur les armes, des informations transformables en action.

La bonne gestion des ressources de la RDC est un facteur crucial pour garantir la durabilité de la paix et de la prospérité dans ce pays. Les communautés vivant à l'intérieur ou à proximité des forêts ne bénéficient pas actuellement de l'exploitation forestière qui a lieu actuellement, ainsi manquent-elles de profiter des avantages d'une ressource qui s'intègre dans leurs propres actions de réduction de la pauvreté.

3. Liste intégrale des recommandations

Challenges pour le Gouvernement transitionnel

- La création de deux brigades intégrées et actives dans l'Est de la RDC est jugée souhaitable. Les soldats formant ces brigades devront être issus de sources nombreuses et variées.
- L'APPG espère que le Rwanda continuera d'accepter les ex-FAR qui se réintègrent volontairement au Rwanda et qu'il pourra se produire un contrôle et une évaluation de l'intégration de ceux qui y retournent; le Groupe espère de même qu'ils développeront et qu'ils maintiendront étroitement un dialogue avec Kinshasa et que le Mécanisme paritaire de Vérification se fondera et sera exploité de manière constructive pour prêter assistance aux deux brigades intégrées en RDC de l'Est.
- Le Royaume-Uni doit veiller à ce que les 100 millions de dollars promis à la RDC dans le trust MDRP et dont une partie est destinée au financement des *centres d'orientation* seront versés le plus rapidement que possible. De sa part, la RDC doit veiller à ce que l'ensemble des dispositifs nécessaires, financiers et autres, soit mis en place. Le Royaume-Uni doit réfléchir à la possibilité d'octroyer des fonds additionnels destinés à faciliter le processus d'intégration de l'armée.

Système électoral

- Le choix de système électoral en RDC devra respecter les principes de l'équité, d'un lien avec les circonscriptions, la représentation des femmes, et le besoin de maintenir la paix en RDC.

L'Embargo sur les armes

- Il est recommandé par l'APPG que du point de vue administratif il devrait exister une chaîne de responsabilité et que les rapports entre la MONUC et le Groupe d'experts de l'ONU sur les armes devraient être transparent. L'APPG recommande que le Royaume-Uni pense à financer le développement de formulaires standard pour la génération des rapports vers et en provenance de la MONUC et du Groupe d'experts de l'ONU sur les armes et pour la formation en matière de la surveillance des armes et en outre que le Royaume-Uni contribue à la MONUC un plus grand nombre de membres de son personnel militaire supérieur, si possible pendant 12 mois plutôt que 6. La contribution du Royaume-Uni pourrait éventuellement inclure des officiers de l'armée de terre britannique anciens ou retraités.
- L'APPG espère que le Royaume-Uni maintiendra cet appui et poursuivra plus loin encore les demandes de traçage et d'analyse qui lui seront adressées par le Groupe d'experts de l'ONU sur les armes, et que le Royaume-Uni partagera également avec le Groupe d'experts toute information ayant trait à des violations spécifiques de l'embargo sur les armes.
- Tout cas de refus d'accès doit continuer à déclencher des protestations diplomatiques et publiques de la part de la MONUC. Chaque cas devra figurer dans le rapport du Secrétaire général et sera censé constituer une violation de l'embargo.
- L'APPG recommande que la réforme des instances douanières de la RDC se poursuive sur la base des recommandations récemment publiées dans l'étude des *Crown Agents*.

La création de revenus durables dans les communautés forestières

- L'APPG recommande que le moratoire sur l'octroi de nouveaux contrats d'exploitation forestière reste en vigueur. Les neuf contrats qui auraient été octroyés par le Ministère de l'Environnement depuis le moratoire devraient être résiliés. Le Comité sur les Ressources naturelles devrait mener une enquête approfondie sur les concessions anciennes.
- De concert avec le Ministère de l'Environnement et les organisations locales de la société civile, la Banque mondiale doit expédier des moniteurs dans la forêt pour garantir que les peuplades locales aient été consultées et que leur statut de résidents ait été reconnu.
- Une étude approfondie sera nécessaire afin d'estimer la valeur des forêts, en prenant pour base non seulement la valeur marchande du bois mais aussi la valeur des produits forestiers tels que les produits d'origine animale, les aliments végétaux, les matériaux de construction, les plantes à usage médical et les bois combustibles, aussi bien que les fonctions écologiques et les services tels que la maintenance des versants et la protection de la biodiversité. Les donateurs internationaux et notamment le Ministère britannique DfID du développement international sont appelés à considérer le financement d'une telle étude. Nulle autre action par la Banque mondiale ni par d'autres acteurs ne devrait se dérouler avant que ne s'achève cette étude.
- La Commission Déontologie et Anti-corruption de la RDC doit garantir que des plans à long terme seront mis en vigueur pour lutter contre la corruption en RDC. Les bases devront être jetées dès à présent de sorte que cette action puisse se prolonger au-delà des élections. De tels efforts seront nécessaires pour que les peuples de la RDC puissent jouir des ressources naturelles du pays et si l'on veut que des investisseurs internationaux responsables et fiables puissent opérer en RDC.

4. Les challenges pour le Gouvernement transitionnel

Le message communiqué sans équivoque à l'APPG fut que les élections doivent se dérouler conformément au calendrier présenté dans les Accords de paix multipartites. Cet objectif reste réalisable à condition que dès à présent, trois principaux obstacles soient résolus, à savoir:

- Démobilisation et intégration de l'armée;
- Reprise de contrôle sur l'ensemble du territoire de la RDC;
- Prise de décisions quant au système électoral.

4.1. Démobilisation et intégration de l'armée et reprise de contrôle sur l'ensemble du territoire de la RDC

4.1.1. La démobilisation des hommes et enfants armés de la RDC et la restructuration de la nouvelle armée congolaise avant l'élection représentent un challenge significatif. Il est essentiel que des progrès soient visibles avant même l'élection. Le progrès dans ce sens investirait de bonne foi à la fois le processus de DDR et l'idée d'une armée FARDC intégrée et fonctionnelle. Également, il est essentiel de faire croître la confiance des troupes FARDC elles-mêmes. Les acteurs en RDC, dans la région et internationalement ont besoin de voir que les forces armées intégrées sont capables de collaborer efficacement. Il est tout aussi important que la RDC puisse exercer le contrôle sur l'ensemble de son territoire, y compris dans les zones recueillant actuellement les ex-FAR / Interahamwe.

4.1.2. Durant son séjour en RDC l'APPG a appris qu'une nouvelle initiative vise à créer en régime accéléré deux nouvelles brigades de troupes intégrées. Une fois créées et formées, celles-ci pourraient être déployées en zone Est de la RDC. Arrivées dans cette zone les troupes intégrées pourraient soit y forcer les troupes déjà présentes à se désarmer ou sinon, les engager dans un combat. L'APPG est en faveur de cette initiative mais à condition que les troupes formant ces brigades nouvelles soient issues de sources nombreuses et variées et qu'elles soient donc véritablement intégrées. S'il est important que ces troupes ne s'embourbent pas dans la bureaucratie, les organisateurs de cette intégration doivent s'assurer que les troupes nouvelles complètent les structures existantes. La recommandation de l'APPG est qu'afin de lancer sur la bonne voie ce programme méritoire le Royaume-Uni considère l'utilisation de fonds disponibles dans les ressources de Prévention des conflits regroupées.

4.1.3. La coopération du Rwanda contribuera à la résolution des difficultés en zone Est. L'APPG espère que le Rwanda continuera d'accepter les Ex-FAR qui se réintègrent volontairement au Rwanda et qu'il pourra exister des moyens de surveillance et d'évaluation de ceux qui retournent dans ce pays. De même, l'APPG espère qu'un dialogue avec Kinshasa se développera et qu'il soit étroitement maintenu, et que le Mécanisme paritaire de Vérification sera fondé et exploité de manière constructive afin d'aider les deux brigades intégrées en RDC de l'Est. L'Ouganda et les autres pays de la région devront offrir une aide active aux efforts pour la paix en zone Est de la RDC.

4.1.4. Le Royaume-Uni doit veiller à ce que les 100 millions de dollars promis à la RDC dans le trust MDRP et dont une partie est destinée au financement des *centres d'orientation* seront versés le plus rapidement que possible. De sa part, la RDC doit veiller à ce que l'ensemble des dispositifs nécessaires, financiers et autres, soit mis en place. Le Royaume-Uni doit réfléchir à la possibilité d'octroyer des fonds additionnels destinés à faciliter le processus d'intégration de l'armée.

4.2. Choix du système électoral

4.2.1. Il semble qu'il existe deux questions fondamentales: grâce à quel système les députés du parlement seront-ils élus et deuxièmement, quel système sera employé pour l'élection du Président ? Les membres de l'APPG ont formé l'impression que certaines sections de la société en RDC préfèrent tel ou tel système non pas en raison de ses qualités inhérentes mais parce que les proposants estiment que ce système offrira à leur Parti un résultat spécifique. Les décisions qui découlent de bases de cette sorte seront problématiques, ainsi il y aura lieu de réfléchir prospectivement aux options disponibles.

4.2.2. L'APPG est conscient de la suggestion que des limites d'âge supérieures et/ou inférieures devraient s'appliquer à la Présidence. L'APPG estime par contre que de telles limites ne sont pas désirables: leur effet dans la pratique serait de nier au peuple de la RDC la possibilité d'élire le candidat de son choix – n'importe que le candidat soit jeune, âgé, ou entre les deux. Qui plus est, l'imposition de telles restrictions quant à l'âge aurait l'effet de réduire la crédibilité des élections non seulement aux yeux du peuple de la RDC mais aussi, devant la communauté internationale.

4.2.3. Au Royaume-Uni, les questions centrales dans toute discussion des systèmes électoraux tournent autour des thèmes suivants :

- Équité – l'idée étant que le nombre de sièges parlementaires octroyés corresponde plus ou moins proportionnellement au nombre de voix exprimées;
- Un rapport avec la circonscription – l'idée étant que les députés représentent une région géographique particulière et y répondent;
- Représentation des femmes et d'une large gamme d'opinions politiques – l'idée étant que le Parlement est censé représenter la population entière et que par ainsi, le système électoral devrait garantir que tous les points de vue soient représentés au Parlement;
- Efficacité des résultats – est-ce que le système retenu se prêtera à une gouvernance efficace: au Royaume-Uni les opinions se partagent sur la question de savoir si ce sont les partis indépendants ou les coalitions qui représentent le résultat le plus efficace.

4.2.4. L'APPG recommande que ces questions fassent l'objet de réflexions dans le cas de la RDC. Qui plus est, la RDC doit garantir qu'il ne se produira aucun retour au conflit entre les parties actuellement constituées en administration transitionnelle: le choix du système électoral devra également tenir compte de ce facteur.

4.2.5. L'APPG est heureux d'apprendre que suite aux élections, le Ministère britannique DfID du Développement international envisage non seulement de maintenir mais aussi d'augmenter l'appui qu'il offre à la RDC. L'APPG encourage les autres donateurs à faire de même. Qui plus est, l'APPG estime que le processus

d'harmonisation de l'appui des donateurs est très souhaitable. Le Groupe espère que la Commission électorale de l'Administration transitionnelle sera parmi les premières à bénéficier des résultats de cette initiative.

5. Questions relatives à l'embargo sur les armes

5.1. Durant leurs déplacements en avion au sein de la RDC les membres de l'APPG ont pu constater de première main combien il serait facile de trafiquer des armes. Ce fait renforce un des points soulignés dans un récent rapport de l'APPG¹ selon lequel le dépistage des armes doit se fonder sur l'intelligence des services de renseignement et en plus, qu'au niveau pratique la dissuasion est de la plus grande importance.

5.2. Bien que les contraintes sur les ressources puissent empêcher à la MONUC d'adopter en bloc toutes les recommandations offertes dans le rapport de l'APPG, le Groupe est néanmoins heureux d'apprendre que certains contingents de la MONUC seront équipés de jumelles de vision nocturne et que plusieurs parmi les nouveaux avions porteront des équipements d'intensification nocturne de la lumière.

5.3. Une amélioration des flux d'information entre les cellules de surveillance des armes de la MONUC et le Groupe d'experts de l'ONU sur les armes serait largement possible sans ressources additionnelles. L'APPG recommande qu'en termes administratifs il y existe une chaîne de responsabilités ainsi que des rapports transparents et clairs entre la MONUC et le Groupe d'experts de l'ONU sur les armes. L'APPG est heureux de noter que la MONUC a approuvé les recommandations de l'APPG concernant l'élaboration de formulaires standard pour la surveillance de la prolifération des armes, et en ce qui concerne également le besoin de former le personnel impliqué dans ce processus. L'APPG recommande aussi que le Royaume-Uni considère de financer cette initiative. L'APPG recommande également que le Royaume-Uni contribue à la MONUC un plus grand nombre de membres de son personnel militaire supérieur et pour 12 plutôt que 6 mois si cela était possible. Les contributions du Royaume-Uni pourraient également inclure des officiers anciens ou retraités de l'armée de terre britannique.

5.4. L'APPG note favorablement l'appui que le Royaume-Uni a fourni au Groupe d'experts de l'ONU sur les armes à la fois en RDC même et au niveau de l'ONU. L'APPG espère que le Royaume-Uni maintiendra cet appui et poursuivra plus loin encore les demandes de traçage et d'analyse qui lui seront adressées par le Groupe d'experts de l'ONU sur les armes, et que le Royaume-Uni partagera également avec le Groupe d'experts toute information ayant trait à des violations spécifiques de l'embargo sur les armes. Si cet appui se manifeste entre autres par un soutien pour et une coopération avec le Groupe d'expert de l'ONU sur les armes et les observateurs de la MONUC, l'avalisation de l'embargo par l'état représente un facteur de dissuasion significatif, que les états tiers et autres observateurs auraient tort de sous-estimer.

¹ Arms Flows in Eastern DRC: a report to the UN Security Council, pursuant to SC Res 1533, September 2004. Confidential. [Les flux d'armes en RDC de l'Est: rapport adressé au Conseil de sécurité de l'ONU suite à la Résolution 1533 du Conseil. Confidentiel.]

5.5. L'empêchement de l'accès dans les aéroports reste une question très grave. Tout cas de refus d'accès doit continuer à déclencher des protêts diplomatiques et publics de la part de la MONUC. Chaque cas devra figurer dans le rapport du Secrétaire général et sera censé représenter une violation de l'embargo.

5.6. L'APPG recommande que la réforme des instances douanières de la RDC se poursuive sur la base des recommandations récemment publiées dans l'étude des *Crown Agents*. Non seulement un système de douanes revigoré empêcherait-il les transferts illégaux d'armes et d'autres matériaux illicites vers en provenance de la RDC, mais ces douanes revalorisées seraient de même à aider dans la génération de revenus pour le pays.

6. La création de revenus durables dans les communautés forestières

S'il s'agit de créer une paix et une prospérité durables en RDC, la bonne gestion des ressources naturelles dans ce pays sera un facteur d'une importance primordiale. L'APPG n'ignore pas le potentiel en revenus qu'il serait possible de générer dans les forêts de la RDC. Comme l'a indiqué la Banque mondiale, 'une industrie fondée autour des 60 millions d'hectares de forêts potentiellement productives en RDC pourrait en fait devenir une des principales sources de revenus dans les foyers.'² La question centrale que l'APPG a tenté de résoudre était de savoir si ce potentiel pourrait se traduire en avantages réels pour les communautés rurales de la RDC. Les réunions de l'APPG ont servi à faire ressortir ce qui suit:

6.1. Les communautés où l'exploitation forestière existait déjà: Lisala, Buluba Bulongo-Busuwa

6.1.1. L'APPG a découvert que les habitants locaux n'ont point bénéficié de l'exploitation du bois qui a déjà eu lieu. Les accords passés entre les compagnies d'exploitation et les communautés locales n'ont pas été respectés. Qui plus est, les avoirs fiscaux censés revenir aux habitants locaux ne se sont pas matérialisés. De fortes allégations de corruption se sont faites entendre, et entendre maintes fois, au niveau national et local.

6.1.2. L'APPG a découvert également que les peuplades locales manquent les connaissances et les ressources nécessaires pour leur permettre de négocier sur un pied d'égalité avec les entreprises d'abattage du bois. Les gens dans ces localités estiment que les entreprises d'exploitation forestière présentent leurs concessions comme un *fait accompli* et qu'elles offrent du travail aux habitants locaux à titre de munificence plutôt que comme de droit. Quand les résidents du village Buluba ont bloqué la route de sortie du village pour protester contre le manque de revenus qui leur découlaient, l'armée les a forcés à se retirer et a arrêté le chef de leur localité. Cela fut leur seul contact avec les autorités de l'état.

² World Bank, Democratic Republic of Congo Economic Recovery Credit, "Release of Forest Sector Tranche," Feb 14 2003, para 18, p. 5. [Banque mondiale. Crédit de rétablissement pour la République démocratique du Congo, dégagement de la tranche réservée au secteur forestier, 14 février 2003 para 18 p. 5]

6.2. Les communautés visitées où l'abattage allait se produire: Yayimbo

6.2.1. Les membres de l'APPG ont pu constater de première main que le système de 'zonage' n'arrive pas en fait à identifier l'ensemble de ceux qui, dans les localités, seront affectés par les nouvelles concessions d'exploitation forestière. Les résidents du village de Yayimbo n'avaient appris qu'un jour avant la visite de l'APPG que l'abattage du bois était sur le point de commencer, malgré le fait que les arbres dans le voisinage avaient été repérés et marqués pour l'abattage.

6.2.2. L'APPG a également appris que les forêts sont actuellement exploitées dans des activités de réduction de la pauvreté et qu'elles génèrent déjà de la richesse, notamment pour les marginaux classiques: les femmes et les Twa:

- Les arbres les plus grands sont souvent utilisés pour fabriquer des pirogues (canoës taillés dans les troncs d'arbres);
- Les chenilles sont ramassées dans les arbres du voisinage et vendues dans les marchés locaux créant une valeur marchande d'environ \$100 par arbre par an;³
- La viande de chasse, les champignons et d'autres fruits et légumes sont récoltés, mangés et vendus également;
- Une analyse indépendante révèle que les arbres peuvent produire de plus grands revenus pour les gens dans les localités s'ils restent debout que s'ils sont abattus. Les résultats d'une étude au Cambodge démontrent que les produits forestiers sont d'une valeur pour la communauté de l'ordre de 3922 dollars US par hectare de forêt. Si la même forêt était abattue pour son bois, ce chiffre ne s'élèverait qu'à 1697 dollars US au plus par hectare.⁴

6.2.3. L'APPG recommande que le moratoire sur l'octroi de nouveaux contrats d'exploitation forestière reste en vigueur. Les neuf contrats qui auraient été octroyés par le Ministère de l'Environnement depuis le moratoire doivent être résiliés. Le Comité sur les Ressources naturelles devrait mener une enquête approfondie sur les concessions anciennes.

6.2.4 De concert avec le Ministère de l'Environnement et les organisations locales de la société civile, la Banque mondiale doit envoyer des moniteurs dans la forêt pour garantir que les peuplades locales aient été consultées et que leur statut de résidents ait été reconnu.

6.2.5. Une étude approfondie sera nécessaire afin d'estimer la valeur des forêts, en prenant pour base non seulement la valeur marchande du bois mais aussi la valeur des produits forestiers tels que les produits d'origine animale, les aliments végétaux, les matériaux de construction, les plantes à usage médical et les bois combustibles, aussi bien que les fonctions écologiques et les services tels que la maintenance des versants et la protection de la biodiversité. Les donateurs internationaux et notamment le

³ Jerome Lewis, 2001 Sold Down the River. The need to control transnational forestry corporations: a European case study. Cambridge: Forests Monitor, p7. [Jerome Lewis, 2001, Trahis d'amont en aval : le besoin de contrôler les corporations forestières transnationales : une étude de cas européenne. Cambridge : Forests Monitor, p. 7]

⁴ Bann, Camille. 2000 *An Economic Analysis of Tropical Forest Land Use Options, Ratanakiri Province, Cambodia*, International Development Research Centre, Ottawa, Canada [Bann, Camille 2000 *Une analyse économique des options d'exploitation des terres forestières tropicales, Province de Ratanakiri, Cambodge*, Centre de recherche internationale sur le développement, Ottawa, Canada]

Ministère britannique DfID du développement international sont appelés à considérer le financement d'une telle étude.

6.2.6. La Commission Déontologie et Anti-corruption de la RDC doit garantir que des plans seront instaurés pour lutter à long terme contre la corruption en RDC. Les bases devront être jetées dès à présent de sorte que cette action puisse se prolonger au-delà des élections. De tels efforts seront nécessaires pour que les peuples de la RDC puissent jouir des ressources naturelles du pays et si l'on veut que des investisseurs internationaux responsables et fiables puissent opérer en RDC. L'APPG félicite chaleureusement tous ceux qui ont participé à l'enquête de l'Assemblée nationale sur la corruption, et le groupe estime que l'action de suivi proposée pour le 25 novembre sera bienvenue. L'APPG attend avec intérêt les résultats de l'enquête judiciaire.

APPG Visit to DRC 3 – 8 October 2004

Oona King MP, Bob Blizzard MP, Mark Pallis

SUNDAY 3rd

17:05 Arrive N'jilli
19:00 Meet Josephine Gauld, Second Secretary UK Mission

MONDAY 4th

10:00 Embassy briefing
10:40 Depart for Ministry of Environment
11:00 Minister of the Environment
11:55 Press
12:00 President Kabila
12:50 Press
13:00 Lunch with leaders of the 8 Parliamentary groups
14:45 Medard Mulangala, Development Committee
15:00 Official opening of Parliament, followed by meeting with Olivier Kamitatu
18:00 Meet Bronte Flecker, DfID
19:00 Anneke Van Woudenberg, (HRW); Dan Leader (Global Law / RAID)

TUESDAY 5th

10:00 Meeting with Vice President Ruberwa
11:15 Press
11:30 Bronte Flecker – DFID update
13:00 Secretary General for Ministry of the Environment
15:00 Peter Swarbrick –head of MONUC DDRRR programme and Chief of Staff
Ops
18:00 Justice Sector Cocktail
19:00 Meet UN Expert Group
20:00 Cath Long - Rainforest Foundation, Maia de Trier - Belgian MP, Philippe Verbelen - Belgian Greenpeace representative

WEDNESDAY 6th

05:30 Depart for airport
07:00 Kinshasa – Mbandaka – Lisala, meeting local Cheif
17:00 Northern route out of Lisala, visiting communities in Buluba, and Bolongo-Busuwa

THURSDAY 7th

0800 Lisala-Yakata by river, 90 km eastwards, meet locals, discuss with local NGOs

FRIDAY 8th

03:45 Yakata – Yayolo by bicycle
Yayolo – Yayimbo on foot, meet local communities
12:00 Return Lisala
20:00 Arrive N'jilli airport

SATURDAY 8th

10:00 Ambassador Bill Swing, MONUC
11:30 Bizima Karaha and Adolphe Onusumba – RCD for coffee at Residence
14:00 Lunch with Olivier Kamitatu, Henri Tswana, Katende Muledi
18:00 Depart for airport

*Parliamentary Debate in Westminster Hall, House of Commons,
London*

7th December 2004

Democratic Republic of Congo

Mr. Bob Blizzard (Waveney) (Lab): I am grateful for the opportunity to tell my hon. Friend the Minister about a remarkable visit to the Democratic Republic of Congo that I made with my hon. Friend the Member for Bethnal Green and Bow (Ms King) on behalf of the all-party group on the great lakes region and genocide prevention. I shall focus on just one aspect of that visit and, with your agreement, Mr. Deputy Speaker, my hon. Friend the Member for Bethnal Green and Bow would like to speak on some of the broader political issues.

Our visit was remarkable because we were probably the first Members to venture 1,000 miles up the Congo river to such remote villages. It was not the usual parliamentary visit. Our journey to a pygmy village involved travelling 10 hours in an open dug-out canoe, a cycle ride through the jungle and a final stage on foot. Our accommodation was similarly adventurous and unorthodox and freshly caught Congo river catfish was our main source of nourishment. There were times when I wondered whether we would return, such as when on our return voyage a tropical deluge forced us to take shelter in a side channel while we furiously bailed water from our canoe. Nevertheless, I would not have missed that visit for anything.

I am grateful to Mark Pallis of the all-party group for his organisational work, the Rainforest Foundation and Greenpeace for sponsoring that part of the visit and also for the hospitality and support that we received from Her Majesty's Ambassador to the Democratic Republic of the Congo in Kinshasa, Mr. Andy Sparkes. It was a pioneering journey with a serious purpose: to investigate logging in the equatorial rain forest of the DRC. We all know that chopping down rain forests poses an environmental problem for the world—and the DRC contains the world's second largest rain forest—but the questions I always asked were, "What about the poor and needy people who live in remote rain forest areas? Do not they need to make a living?"

At \$90 a year, the average per capita income in the DRC is the lowest in the world, and the income in the forested areas is even lower than that. The reason for examining these matters now is that international agencies, including the World Bank and the UN Food and Agriculture Organisation, are planning to support expanded logging of the DRC's rainforests with a 60-fold increase on present levels, in an attempt to assist the transitional Government with rebuilding the country's economy, which has been ravaged by years of internal armed conflict, brutality and genocide. This involves a new forest code modelled on what the World Bank developed in Cameroon. All the evidence that I have seen is that it has not worked in Cameroon and, I do not think that it will work in the DRC.

We visited villages where logging had taken place to find out for ourselves. Wherever we went we heard the same story from the people who lived there. The people who live in the forests have derived no benefits at all from the logging. The schools and medical centres promised under agreements with the logging companies have not materialised. Whatever taxes the companies have paid to central Government for the concessions, nothing has trickled down to the remote villages. The roads were built to gain access to the most valuable groves of the most valuable trees, not for the benefit of the local people.

I walked along the first 5 km of one new road that is being cut 24 km through the forest to reach selected trees. The logging company manager told me he had chosen the route to avoid a nearby village, so that he did not have the hassle of taking his vehicles past the local people. The roads are only the usual dirt tracks.

I saw housing being built by the logging company in an encampment outside a village. It was the same standard as that in which the locals already lived and seemed to await imported labour. Logging does not seem to provide that many jobs for local people. Most often itinerant experienced labour seems to be recruited. The communities told us loud and clear that their experience of logging was bad and that they did not want it.

Our party also visited a pygmy village where logging was due to take place soon. The inhabitants had not even been informed that what they regard as their forest had been selected, let alone been consulted. They are deemed to have no rights, but we know that chopping down the trees destroys their local environment and the resources on which they depend for their very subsistence.

The World Bank proposal is supposed to address these problems through the forest code. A number of existing logging contracts are supposed to be cancelled and 6 million hectares of logging concessions revoked. The World Bank has urged that the taxes paid for new concessions should be increased substantially, and that 40 per cent. of the revenues should be passed to local communities. I cannot see that working; it has not worked in the Cameroon, and there is even less chance of it working in the DRC—in fact, I believe that there is no chance of that at all. When one is up a forest track several miles from a remote village that is itself 1,000 miles up the river, one realises that in such a place there is no way of enforcing any of this code.

On top of that, there is no system of what we would call governance in most of the DRC, and there never has been. There has only ever been a crude, and often brutal, regime of extraction and exploitation. That was the case under King Leopold, the Belgian colonists, Mobutu and during the subsequent years of internal war. There is no culture of governance in the DRC, only one of plunder and corruption. Despite express policies and commitments, there has been no consultation with civil society or the forest communities about the new forest code; we found that few people even knew of its existence. The contracts do not seem to have been cancelled, nor the concessions revoked.

Against that background, logging is the worst sort of activity for the World Bank to support. It is purely extractive; trees are chopped down and shipped away, and no value-added industries are involved. Unlike oil and gas extraction, logging does not

involve any real investment, and is short-term. The World Bank's approach seems to be based on the assumption that the expansion of logging will bring economic benefits to the DRC's poor people. However, as we found, it will not. Worse, in destroying the forest, logging will destroy the wealth that it generates for the people who inhabit it—wild game, fruits, oils, natural medicines and, especially, caterpillars. About \$100 a year in revenue can come from the caterpillar yields of a tree.

What should institutions such as the World Bank do for the DRC? The country's economy needs a kick-start and lots of support; it is not enough just to say no to logging. The answer lies in a staggering fact: we travelled on the giant Congo river in two large dug-out canoes fastened together and powered by two outboard engines. In 10 hours of travel over two days, we saw no other motorised craft—not one. We saw only individuals perched at the rear of their small dug-out canoes, who are like gondoliers, slowly propelling their craft along the river banks.

The DRC is a huge country. The Congo and its tributaries make up a huge waterway network, which is almost unused other than for the most local or primitive transportation. It could be like a giant motorway system if there were suitable commercial boats. How can a country possibly move forward without a transport system? People throughout the world are resourceful and imaginative, but if they do not have the means to trade any produce except in the most local markets they cannot progress and climb out of poverty. Whatever transport the DRC had was destroyed by war.

In my view, the best thing that the World Bank or other international institutions could do for the DRC would be to help to provide some suitable vessels so that the people of the Congo could travel and trade on one of the great rivers of the world, which gives their country its name. To witness a river of that scale with no motorised vessels at all was almost eerie, and a testament to how poor and devastated the country is.

My plea to my hon. Friend the Minister is that he should study the all-party report and, in conjunction with the Department for International Development, which is doing some fabulously brilliant work in the DRC, urge the World Bank and the DRC Government to think again about the new logging initiative; that this country should offer its considerable expertise to help to reconstruct some transport infrastructure in the DRC; and that he should collaborate with the Department of Trade and Industry and UK Trade and Investment to fund a permanent UK representative in Kinshasa to try to encourage direct investment from this country into the DRC. There are major opportunities for British businesses there, and the DRC desperately needs private-sector capital and investment.

We ended our visit back in Kinshasa, where we met Olivier Kamitatu, the Speaker of the DRC Parliament, an impressive individual by any standards. He is trying to get a conference on investment off the ground in order to arrange and support a sound investment regime and ensure that the people of his country have the best chance of benefiting from its considerable resources. I ask my hon. Friend the Minister to support such an initiative, to take a lead on the matter and to listen to what my hon. Friend the Member for Bethnal Green and Bow has to say about the visit.

Ms Oona King (Bethnal Green and Bow) (Lab): I thank my hon. Friend the Member for Waveney (Mr. Blizzard) and congratulate him on securing the debate, and on giving such an eloquent account of what sometimes appeared to be a journey into the heart of darkness. It was a truly astonishing visit. I, too, would like to put on the record my thanks to the policy co-ordinator of the all-party group, Mark Pallis, and to the group's associate researchers, who have been invaluable.

I would like to ask the Minister about three issues in particular: the recent political events in the Democratic Republic of the Congo, the prospects for elections and the accountability of the monarch. As the Minister will be aware, Rwanda has just this week threatened to send troops into the DRC. The Rwandan Hutu militia has been based in the DRC for the past 10 years. It was the genocidaire responsible for the genocide in Rwanda and for grave human rights abuses against Congolese civilians in the area. Although it is clear that the militia has, in the past, constituted a threat to Rwanda, the level of that threat at present is unclear and remains disputed.

There are two opposing views, the Rwandan and the Congolese. I have many Congolese and many Rwandan friends, so let me try to state both positions. From the Rwandan perspective, the Government argue that the Hutu militia has had a decade to rearm and reorganise—often helped by the international community, as it certainly was immediately after the 1994 genocide—and that it continues to pose a real and significant threat to Rwandan national security.

The Rwandan Government maintain that they have consistently called on the international community to disarm and demobilise those forces, and indeed the Rwandan Government are correct in their claim: the international community has failed them. Villages on the Rwandan side of the border have been attacked, and those responsible for the 1994 genocide are intent on completing their unfinished business. If the Congolese Government cannot sort out the forces, the Rwandans feel that they will have to do it themselves. The all-party group's considered opinion was that, in 1998, the threats that the Rwandans received certainly legitimised their initial involvement in the DRC. However, we published a report showing that we felt that there had been a movement towards mineral exploitation and away from national security interests.

What plans do our Government have to try to resolve the issue of the ex-Forces Armées Rwandaises and Interahamwe rebels? Have our Government given support to the option of a neutral third force, such as the African Union, forcibly disarming the ex-FAR? When I was in the DRC, there was discussion of two integrated brigades being trained to combat the ex-FAR. What is the current position on that option?

From the Congolese perspective, it is argued that Rwanda's motives are political and economic and not security-based. From the Congo's point of view, the Interahamwe provides Rwanda with the excuse to keep the border unstable and maintain a flow of minerals and resources to buoy the Rwandan economy and pay for a large part of its army. Congo claims that Rwanda undermines the search for peace in the region because economically it is in Rwanda's interest to maintain a presence in the DRC.

Rwanda's threats to invade Congo, although on one level understandable, are none the less extremely worrying. If realised, those threats would violate international law,

breach the UK-Rwandan memorandum of understanding and threaten the stability of the whole region. Rwandan military action might also push the Congolese into an alliance with the Forces Democratique pour la Liberation du Rwanda, which would lead to an upsurge in fighting. What steps have the British Government taken to communicate their concerns to Rwanda? Will the Government ensure that the Security Council response adequately reflects the gravity and severity of the situation? Will the Minister state whether Rwanda's threat to enter the DRC breaches the memorandum of understanding between the UK and Rwanda? If it does, will it entail a review of our bilateral aid agreement or what other consequences might there be, if any?

The deadline for elections is near. Today, we launch our new all-party group report entitled, "To Elections and Beyond." I hope that the Minister will find time to read it—I have a copy right here to pass to him. In the report we set out the priorities to help hold elections on time: the demobilisation and integration of the army, the DRC in control of its territory, and an early decision on the electoral system.

I have four questions—*[Interruption.]* Come now, Minister, there are only four. First, has the \$100 million promised to the Congo in the national disaster response plan trust fund been disbursed? The funds were to pay for the centres d'orientation, which are vital to the demobilisation process. I know that donors were waiting for the DRC to put certain mechanisms in place, but I understand that that has now happened. Secondly, what was the result of Vice-President Ruberwa's visit? The all-party group also met the vice-president. As a result of his visit, will the British Government provide additional support to the DRC army or police?

Thirdly, the all-party group has been in touch with the constitutional commission of the senate in the DRC, which has had the monumental task of drafting a new constitution. I have been impressed with the cross-party spirit and commitment of the commission, and I congratulate it on its work so far. Can the UK assist with the technical aspects of drafting that important document, even though it is already in its final stages?

Fourthly, I hope that the Minister saw the all-party group report on arms flows in the eastern DRC. Again, I have a copy for him—I am sure that he may have trouble sleeping at night and will welcome this additional material to peruse. A copy was made available to the UN expert group of the Security Council on arms in September. I am delighted that MONUC is now being trained in arms monitoring as we recommended in the report. Our research found that to make embargoes work, consistent political support is one of the most important factors. I congratulate the Government on the assistance that we have given the UN expert group so far, but I hope that it will continue. What steps are we taking to ensure that other states in the Security Council are similarly supportive?

I finish by touching on the accountability of MONUC. It is doing a fantastic job in difficult circumstances, but there have been instances of sexual abuse and exploitation, and allegations of corruption. We need to ask who guards the guardians. I raised the matter when I met Bill Swing last month. I know that the immunity of the UN has been a long-standing principle. I understand the legal quagmire that can arise

when trying to apply a single set of legal standards to troops, but action is urgently needed. Will the Minister let me know what will be done on that matter?

I welcome the interaction between the all-party group and parliamentarians from both Rwanda and the DRC. I trust that together we will be able to ensure that the great lakes region has a more stable future.

The Parliamentary Under-Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs (Mr. Chris Mullin) : I am grateful to my hon. Friends the Members for Waveney (Mr. Blizzard) and for Bethnal Green and Bow (Ms King) for their constructive and thoughtful contributions. I visited the Democratic Republic of the Congo, but I was more cosseted than they and did not get that deeply into the rain forest. It was good to hear their experiences. In my experience, there is nothing like getting out of the central area of the capital city in order to see the stark realities of life on the ground, and I always try to do that when I travel.

The conflict in the great lakes region is often called Africa's forgotten war. I am glad that we have a chance to show that that is not the case, and I am grateful for this opportunity to highlight the work of the United Kingdom and the rest of the international community in trying to bring about lasting peace.

If my hon. Friend the Member for Waveney will forgive me, I will deal with logging later, and I will now address some of the wider issues raised by my hon. Friend the Member for Bethnal Green and Bow. The political situation in the eastern DRC and on the border with Rwanda is extremely complex. My hon. Friend set out the competing sets of arguments. If there were a simple solution, it would have been carried out some time ago. However, there is not a simple situation. We are deeply concerned about recent tension between Rwanda and the DRC. In response to recent threats of a Rwandan incursion, the international community has spoken with one voice, making it clear that any incursion by one sovereign state into another would not be tolerated.

My right hon. Friend the Secretary of State for International Development spoke to President Kagame and emphasised that while the UK understands Rwandan concerns over the continued presence of the Ex-FAR and Interahamwe, a unilateral military solution is not the answer and would just make a bad situation worse. However, we must recognise that the Rwandans have a legitimate grievance that has to be addressed. It is intolerable that 10,000 former killers are based just across the border from Rwanda, making raids and carrying out massacres into the territories of Rwanda and Burundi. If that was happening here, we would think that we had a legitimate interest in getting that sorted out. That is also true for the Rwandans.

We are pressing the United Nations and the DRC Government, reminding them of the need to make early progress on disarming and repatriating foreign armed troops in the DRC. We have made it clear to both sides that they must desist from rhetoric that serves only to inflame what is already a very sensitive situation.

The memorandum of understanding with Rwanda comes up for review shortly, and we will bear in mind the points of my hon. Friend the Member for Bethnal Green and

Bow. However, I say again that the Rwandans also have a legitimate interest in resolving this problem.

We believe that the Congolese Government could do much more to resolve the issue of the Ex-FAR and Interahamwe. In particular, they need to make progress on integrating their army and making it accountable, effective and professional. They will then be better placed to deal with this situation. The United Nations Mission in the Democratic Republic of the Congo should continue to support the Congolese in that task. At the same time, Rwanda must continue to reassure would-be returnees that the door is still open for them to come back in safety and without fear of persecution, and to be rehabilitated.

My hon. Friend the Member for Waveney described the situation in the interior with regard to logging. I share many of his concerns. Timber is one of the DRC's many natural resources; it is one of that country's tragedies that it is potentially one of the wealthiest countries in the world. In the visit of the all-party group it was clear that that resource must not simply be looted; it should be managed with great care to ensure that it is sustainable and that the proceeds are used for the benefit of all the Congolese people, not least those who dwell in the rain forest. My hon. Friend is right to be sceptical about the implementation of the undoubtedly good intentions of those who are seeking to regulate the forestry industry.

We have supported the World Bank's programmes to increase transparency and to curb illegal logging. We have also reminded the transitional Government of the need to meet the provisions of the World Bank's forest code by ensuring the rights of local communities and ensuring that commercial logging contributes to national development. Through the Department for International Development the UK is looking at ways in which it can best support the transitional Government to develop a well-regulated forestry sector. I shall draw my hon. Friend's speech to the attention of those in the World Bank and elsewhere who are thinking about these matters and working on them. He made some important points.

We have begun to see indications that some UK businesses are interested in investing in the DRC, but despite the country's massive mineral and other wealth there are still many hurdles that need to be overcome before investment is viable for many companies; not least of those is the endemic corruption. I am sorry to say that the DRC is ranked 133rd out of 146 in Transparency International's recent corruption perceptions index. The UK has provided funds for the DRC's commission on ethics and anti-corruption. We welcome the recent decision of the transitional Government to suspend six Ministers and 12 Government officials for corruption. Further strong action by the Congolese authorities to tackle corruption will be necessary if this problem is to be dealt with satisfactorily.

My hon. Friend raised the question of infrastructure. He rightly said that roads of any standard outside Kinshasa are rare; that makes meaningful economic development difficult. He is right to draw attention to the great potential resource that the Congo river forms. I share his view that it plays an important part in reviving the Congolese

economy, but to do so requires a benign and secure environment which does not yet exist. Our focus for the time being is on creating those conditions.

In the meantime the UK has committed itself to helping with some smaller projects. I am pleased to say that DFID is contributing over the next two years about £30 million to the recently developed programme for transition and recovery. It is also providing about £4 million to the United Nations Development Programme and the United Nations Office for Project Services to rehabilitate the road-river link between Kisangani and Ubundu in the north-east. Through Belgian technical co-operation £4 million is being provided for the rehabilitation of roads and £2 million for the rehabilitation of community infrastructure such as schools, water supplies, health centres and markets in the Kasai area.

I am conscious that I do not have time to respond to my hon. Friend the Member for Bethnal Green and Bow on MONUC. I will write to her about that. She is right to raise the issue of sexual exploitation by soldiers and civilian personnel associated with MONUC. We are committed to helping the Congo move towards free and fair elections within the time scale laid down. We recognise that restoring peace and stability to the DRC is a precondition for restoring stability across the entire region.

The DRC is a rich country. There is no good reason why its people should live in fear and penury. The creation of a transitional Government was only the first step. The next is to achieve security and the rule of law. The third step is to organise free and fair elections with a view to providing a Government who are respected locally and internationally. Only then will it be possible to develop the huge resources of the Congo for the benefit of all its people.